MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

NOUVELLES D'ESPAGNE
Développement Durable et Industrie

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MADRID

Septembre 2022

Zoom sur

Le photovoltaïque connaît depuis ces dernières années un essor conséquent en Espagne. En septembre 2022 cette technologie est devenue la troisième en termes de capacité installée (17 GW), devant l'hydraulique mais derrière l'éolien (29 GW) et les cycles combinés (26 GW) alors qu'il y a cinq ans, elle occupait encore la cinquième place (avec seulement 5 GW). Cette évolution est en partie due aux différents appels à projets lancés par le Gouvernement et à la conclusion de plusieurs contrats d'énergie renouvelable de long terme (PPA.)

LE CHIFFRE À RETENIR

Depuis l'entrée du mécanise d'ajustement ibérique, le 15 juin 2022, la part du gaz dans le mix électrique espagnol a enregistré une augmentation de +81%, passant de 17% en moyenne sur la période janvier-mai 2022 à 31% en moyenne sur les mois de juillet et août 2022 (la moyenne juillet-août 2021 s'établissait à 15%). En ce qui concerne le mois de juin 2022, celle-ci s'est élevé à 26%.

Energie

Validation par le Congrès des députés du plan gouvernemental d'économie et de gestion de l'énergie.

Le Congrès des députés (chambre basse du Parlement) a validé le 26 août le plan du gouvernement comprenant notamment des mesures d'économie d'énergie visant à contribuer à atteindre **l'engagement européen de l'Espagne de réduire de 7% sa demande de gaz.** Celui-ci prévoit notamment que la **température de l'air dans les pièces habitables** (établissement commerciaux et culturels, les bâtiments administratifs et les infrastructures de transport de passagers) soit limitée : dans les enceintes chauffées, elle ne devra **pas dépasser 19°C dans les enceintes climatisées, elle ne devra pas être inférieure à 27°C.** Une autre mesure oblige à ne pas laisser les portes de ces espaces ouvertes lorsque la climatisation et le chauffage sont en marche. En outre les **vitrines et locaux commerciaux devront être éteints après 22h.** Cette obligation s'applique également à l'éclairage des bâtiments publics lorsqu'ils sont inoccupés. Les installations devront faire l'objet d'une inspection dite « d'efficacité énergétique » avant le 1er décembre 2022 (si la dernière révision n'a pas eu lieu

depuis les derniers 18 mois). Un système de sanctions sera en parallèle prévu.

Enfin, le plan vise à accélérer **le déploiement des énergies renouvelables et de l'autoconsommation d'électricité,** notamment en accélérant les procédures d'autorisations administratives et d'obtention du certificat d'installation électrique fourni par les entreprises de distribution (une pénalité pourrait être engagée à l'encontre de ces dernières en cas de retard). Par ailleurs, des dispositions sont prévues pour **promouvoir le stockage hydraulique et adapter le réseau de distribution gazier à l'injection de gaz renouvelables**. Le gouvernement a annoncé cette rentrée qu'il ne souhaitait pas en rester là et qu'il adoptera un plan de contingence énergétique dans les prochaines semaines en **concertation avec les élus et acteurs économiques (notamment les industries électro-intensives, le secteur des commerçants et la filière du tourisme).** Ces derniers devraient permettre d'aboutir d'ici fin septembre à une proposition législative.

L'Espagne étend le mécanisme ibérique aux centrales à cogénération.

Le ministère espagnol de la Transition écologique a publié le 20 septembre un décret visant à l'élargir le **mécanisme ibérique de plafonnement du prix du gaz,** appliqué depuis le 15 juin 2022 aux centrales thermiques de production d'électricité, **aux centrales à cogénération.** Il en existe près de 600 dans le pays. Cette démarche a pour objectif d'aider les industries dépendantes de ce type d'installation (ex : fabricants de briques, de céramiques, de papier, etc.) et de réduire leurs coûts de production.

Aides à la filière du biogaz. Alors que **l'Espagne est encore très en dessous de son potentiel de production du biogaz,** le Gouvernement essaie d'articuler cette filière au travers d'une feuille de route (adoptée en décembre 2021) ambitieuse visant à **multiplier par 3,8 la production actuelle de biogaz d'ici à 2030**. Afin d'atteindre cet objectif le Gouvernement vient de lancer un premier programme d'aides doté **d'une enveloppe de 150 M€,** pour lequel le dépôt des demandes de subvention est possible d'ici au 14 octobre 2022.

Réduction de la TVA sur le gaz. Le Conseil des Ministres du 20 septembre a **adopté la baisse de la TVA de 21 à 5% sur le gaz tous consommateurs confondus.** Cette décision avait été annoncée début septembre par le Président du gouvernement à la suite de discussions effectuées avec le principal parti d'opposition (le Parti populaire). Cette mesure entrera en vigueur le 1er octobre (avec un coût estimé pour les finances de l'Etat de 180 à 200 M€).

Environnement

L'énergéticien ENDESA décide de fermer partiellement sa centrale à charbon située en Galice: 2ème grand électricien espagnol, l'énergéticien **ENDESA engage une transition énergétique basée sur la fermeture de ses centrales thermiques** et un pari décisif sur le déploiement de nouvelles **capacités d'énergies renouvelables** contribuant à l'objectif que l'Espagne s'est fixé de 60 GW de nouvelles capacités renouvelables à l'horizon 2030. Dans ce contexte, ENDESA vient d'annoncer avoir soumis au Ministère de la transition écologique un Plan de fermeture partielle de la centrale thermique d'As Pontes (en Galice). Celui-ci sera accompagné d'un Plan visant à déployer de nouvelles capacités EnR.

Les ressources hydriques en eaux du pays s'élèvent actuellement à 18 800 hm3, (35% de la capacité totale) soit **-17% à celles de l'année dernière et -30% par rapport à la moyenne des dix dernières années.** Par ailleurs, le Conseil des Ministres du 20 septembre a adopté une

enveloppe de 12 M€ pour financer la réalisation de travaux d'urgence dans les provinces de Séville et de Cordoue particulièrement touchées par la sécheresse de cet été.

Lutte contre les incendies. Après que l'Espagne ait été très touchée par les incendies (300 000 hectares brûlées depuis le début de l'été, soit **38,5% du territoire qui a brûlé en Europe),** le Gouvernement agit en adoptant un nouveau cadre régissant la coopération entre Etat et Régions en matière de lutte contre les incendies. Ces dernières sont appelées à actualiser avant le 31 octobre de chaque année, leurs plans régionaux de lutte contre les incendies et **allouer davantage de moyens financiers et humains**. En outre, le ministère de la Transition écologique sera chargé de mettre en place une base de données améliorant l'information disponible pour les Régions afin de faciliter la prise de décision.

Industrie

ArcelorMittal réunit les partenaires sociaux en Espagne afin de négocier une procédure de chômage partiel pour ses 8 300 travailleurs jusqu'en 2024. L'entreprise déclare qu'il s'agit d'une situation conjoncturelle résultant **de la guerre en Ukraine et de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières.** Cette situation a entrainé une baisse importante de la demande de produits sidérurgiques. Les représentants des salariés jugent la mesure disproportionnée et injustifiée rappelant que le groupe ArcelorMittal « ne manque pas de charge de travail et qu'il a obtenu en 2021 des bénéfices records ».

Ford renonce aux 106 M€ de fonds européens *Next Generation* destinés à son usine de Valence. Cette subvention était issue du projet stratégique de relance et de transformation économique pour le véhicule électrique et connecté (PERTE) dont l'enveloppe globale s'établit à 2,97 Md€ (Fonds *Next Generation*). Elle visait à accompagner le constructeur automobile dans la transformation de son usine d'Almussafes (près de Valence). Les 106 M€ correspondaient à une première enveloppe (15% du total investissements nécessaires). Ford justifie ce recul en précisant que son calendrier de production de véhicules électriques en Europe n'est plus compatible avec les délais imposés par le PERTE (investissements à réaliser avant 2026).

L'Espagne est loin d'atteindre les objectifs EU et nationaux de développement de véhicules électriques et de bornes de recharge à l'horizon 2030. L'Espagne compte environ 180 000 véhicules électriques immatriculés, tandis que l'objectif de la feuille de route du Gouvernement (l'Agenda 2030) est d'avoir 5 millions de véhicules électriques en circulation (dont 3 millions de voitures particulières). Cela signifie qu'au cours des 8 prochaines années, près de 600 000 véhicules électriques devraient être immatriculés chaque année afin que le taux de pénétration passe de 4,8% actuellement (derrière la France ou l'Allemagne) à 40 % en 2030. Le manque d'infrastructure de recharge entrave le marché espagnol de l'électromobilité, malgré le fait qu'il constitue l'un des systèmes les plus subventionnés d'Europe. Selon le rapport *eReadiness 2022* (élaboré par PwC), l'Espagne compte un total de 14 244 points de recharge publics, dont 75 % d'une capacité inférieure à 22 kW. Il souligne également que les aides publiques à l'achat peuvent atteindre 7 000 € (en plus de l'exonération de la taxe d'immatriculation et d'une réduction de la taxe routière). Pour autant la lourdeur des procédures administratives pénalise l'évolution du parc automobile. À ce titre, seuls 28% des espagnols

envisageraient d'investir dans une voiture électrique dans les 2 prochaines années.

Transport

Gratuité des trains de banlieue et de moyenne distance (relevant de l'opérateur public Renfe) jusqu'à décembre 2022. Dans le cadre du plan national de durabilité économique, le Conseil des ministres espagnol a approuvé, entre d'autres, la gratuité des trains de banlieue pour les usagers habituels. Cette mesure est envisagée jusqu'au 31 décembre. L'objectif est de promouvoir les transports publics et de réduire la dépendance énergétique du pays. Près d'un million de cartes de voyage ont été délivrées, avec une augmentation de 27 % du nombre de **passagers** à la mi-septembre par rapport à la même période en 2021. Le ministre des transports n'a pas confirmé si la mesure serait prolongée au-delà du mois de décembre. **Plus de 200 M€ ont été alloués pour financer la gratuité** des services ferroviaires.

Après Renfe et Ouigo, Iryo, le 3ème opérateur ferroviaire - partenariat de Trenitalia (45%), Glovalia (31%) et AirNostrum (24%) - lance son service TGV sur Madrid-Barcelone à compter du 25 novembre. Avec 4 tarifs différents et des billets à partir 18€, Iryo permet de modifier la date ou l'heure du voyage sur ses 16 allers-retours quotidiens entre Madrid et Barcelone. L'opérateur ferroviaire étendra ultérieurement son service aux corridors de l'Andalousie et de la côte Est en commençant par la ligne Madrid-Valence en mars 2023. Avec un investissement initial de plus de 1 Md€, la compagnie espère atteindre 30% de part de marché d'ici quelques années. L'arrivée de ce nouvel opérateur est de nature à faire baisser les prix. Depuis que Ouigo a commencé à exploiter la ligne Madrid-Barcelone en mai 2021, le prix moyen des billets de train sur cette liaison s'est déjà réduit de 49 % par rapport aux prix antérieures à la pandémie (en conséquence de quoi les ventes de billets ont triplé depuis).

Les VTC demandent un prolongement de 2 ans du décret « Ábalos ». En janvier 2019, au plus fort du conflit avec le secteur des taxis et au milieu d'une grève sans précédent, le ministre des transports de l'époque a acté par décret un moratoire de 4 ans afin que ce soit les Régions qui légifèrent au plus tard au 1er octobre 2022 l'activité des VTC inscrits sur leur territoire. En absence de législation d'ici cette date, il est prévu que leurs licences ne soient valables que pour les trajets inter-urbains et non plus pour circuler en ville. Les VTC demandent une prolongation du moratoire, compte tenu du retard pris par les Régions et des conséquences économiques liées à la pandémie. Madrid, où le secteur emploie plus de 13 000 personnes, génère 1 Md€ et accumule 45% du nombre total de licences VTC en Espagne a été la 1ère Région à approuver un règlement. 4 autres ont suivi : la Navarre, Castille-La Manche, les Baléares et la Catalogne. Cette dernière affiche des conditions restrictives particulièrement importantes qui entraineraient la disparition des deux tiers des 4 000 licences actuelles. Le Ministère de transports a précisé qu'aucun délai supplémentaire ne serait accordé.

Le Gouvernement espagnol fait du chemin de fer l'un de ses principaux moteurs de la décarbonisation et de la durabilité des transports. A l'occasion d'un récent déplacement à Berlin, la ministre des transports a précisé qu'avec plus de 6 Md€ de fonds publics, le chemin de fer est le principal secteur d'investissements du plan de relance (40 % pour 2022). Ces quatre dernières années, le

ministère a augmenté la longueur du couloir méditerranéen de plus de 230 kilomètres, a modifié l'écartement des rails (format UIC) reliant les gares ferroviaires madrilènes d'Atocha et de Chamartin (contribuant à poursuivre la libéralisation du secteur), a mis en service une liaison TGV vers la Galice ainsi qu'une première partie de la liaison TGV vers l'Estrémadure. De même, le ministère a pris la décision d'inclure dans le corridor Atlantique la Galice et les Asturies et des travaux sont en cours pour réaliser des essais sur la déviation de Pajares (Asturies). En ce qui concerne le transport de marchandises, des travaux sont en cours pour améliorer les lignes Bobadilla-Algeciras et Saragosse-Teruel-Sagonte, dans le but d'électrifier les deux lignes et de leur donner la capacité de faire circuler des trains de 750 mètres.

Ville durable

La Catalogne a approuvé début août un nouveau plan local d'urbanisme pour freiner le phénomène d'urbanisation massive. La communauté autonome, qui présente 60% de sa côte urbanisée sur les 100 premiers mètres, souhaite ainsi freiner le phénomène de sur-urbanisation de sa côte qui, en plus d'avoir un impact visuel présente des enjeux de sécurité. En effet, seul 20 % du littoral catalan est à l'abri de l'élévation du niveau de la mer. En modifiant la classification de 4 700 hectares de terrain, la région va empêcher la construction de 46 800 logements dans 30 municipalités. Cependant, ce plan ne pas de complétement supprimer tout phénomène d'urbanisation. Près de 60 000 logements pourraient être construits le long des 300 km de littoral entre Malgrat de Mar et Alcana dans les décennies à venir.

Tourisme

Tourisme en Espagne: un été positif avec une forte demande et des prix très élevés mais une fin d'année incertaine. Le secteur du tourisme espagnol a quasiment atteint les niveaux prépandémiques grâce à un fort rebond du tourisme intérieur, qui s'est redressé plus rapidement que le tourisme étranger. Le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France ont été les principaux pays représentés parmi les touristes étrangers en Espagne. A date, les prévisions suggèrent que l'Espagne terminerait **cette année 2022 avec** 83,5 millions de touristes étrangers (98% des chiffres de 2019) et un chiffre d'affaires autour 150 Md€. **Néanmoins, la pénurie d'énergie, la flambée des prix et la récession soulèvent de questions quant à la pérennité de la récupération** du secteur.

L'Espagne était, avant la pandémie, la 1ère destination touristique des festivaliers. En 2019, le segment a enregistré une activité record avec un chiffre d'affaires de 382,6 M€ et près de 15% de croissance annuelle. En 2022, suite à la levée des restrictions, l'Espagne a proposé plus de 100 festivals de musique cet été pour un total de 400 M€ de chiffre d'affaires (dépense moyenne par touriste : 300 €). Les festivaliers étrangers provenaient principalement du Royaume-Uni (43 %), de la France (9 %), de l'Irlande (6 %) et des États-Unis (6%).

L'Espagne renforce la coopération touristique avec la République de Corée. M. Fernando Valdés, secrétaire d'Etat espagnol du tourisme, était ce mi-septembre en **visite officielle à Séoul.** A cette occasion, Turespaña, l'agence du ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme, **a conclu un partenariat avec la compagnie Korean Airlines** afin de promouvoir les échanges touristiques

entre les deux pays. Cette initiative sera accompagnée d'actions de marketing telles qu'une semaine de l'Espagne en Corée en 2023. La Corée est un marché touristique émergent pour l'Espagne (630 000 touristes sont arrivés en Espagne en provenance de Corée du Sud en 2019, soit 30 % de plus qu'en 2018, et représente le 3ème marché source le plus important en Asie, après la Chine et l'Inde). Actuellement, 5 vols hebdomadaires entre Séoul et Barcelone ont été rétablis. Le secrétaire d'État au tourisme a **également rencontré le vice-président d'Asiana Airlines ainsi que les dirigeants des principales agences de voyage coréennes** (Hana Tour, Modetour, Lotte Tour, Verygood Tour et Kyowon Krt Tour) auxquels il a évoqué la reprise vigoureuse de l'activité touristique en Espagne et **l'ambitieux plan d'investissement avec les fonds européens Next Generation** qui permettra au tourisme espagnol d'évoluer vers un modèle plus durable, plus numérique et de meilleure qualité.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Cyril Forget
Rédacteurs : Emmanuel Cros, Álvaro Espino et Sandra De Gregorio
Pour s'abonner : espagne@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo :